

GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – POSTULAT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé			
Département(s)	Présidence	Date	7 août 2023
Numéro	23.243	Heure	

Auteur-e(-s) : Commission Démocratie cantonale	Lié à (facultatif) : ad 23.613
Titre : Semaine de la démocratie	
Contenu : Nous demandons au Conseil d'État de mettre en place, avec l'aide de la chancellerie d'État, une Semaine de la démocratie dans le canton de Neuchâtel.	
Développement (obligatoire) : Une Semaine de la démocratie pourrait être un outil très intéressant à mettre en place pour faire découvrir à la population neuchâteloise plusieurs aspects relatifs à la démocratie, à travers des événements particuliers qui toucheraient toutes les catégories de la population et qui impliqueraient une grande partie des acteurs culturels, politiques, institutionnels, associatifs de notre canton par le biais d'événements ciblés. La Semaine de la démocratie servirait d'espace de réflexion pour débattre des enjeux de gouvernance qui traversent nos sociétés. La commission s'est inspirée de ce qui se fait chez nos voisins, plus particulièrement dans le canton de Genève, qui a mis en place depuis huit ans une Semaine de la démocratie. Dans notre canton, plusieurs choses se font déjà et il s'agira de les coordonner à travers une Semaine. À titre d'exemple, pour la 8 ^e édition de sa Semaine de la démocratie, le canton de Genève a ouvert la manifestation avec un événement exceptionnel, à savoir la Journée portes ouvertes des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, dont le but est de faire découvrir à toutes et tous les bâtiments abritant les institutions, dont la salle du Grand Conseil, mais aussi et surtout de permettre à chacune et chacun, à travers des jeux de rôles, débats et autres procès fictifs, d'appréhender au plus près les missions des différent-e-s représentantes et représentants qui y travaillent. La Semaine de la démocratie genevoise prévoit plus de 30 événements pour tous les publics. Le but n'est pas de copier ce qui se fait à Genève, mais nous estimons que notre canton a les ressources nécessaires pour faire un événement qui corresponde à la mentalité de notre canton.	
Demande d'urgence : NON	

Auteur-e ou premier-ère signataire : prénom, nom (obligatoire) : Nathalie Schallenberger, présidente de la commission Démocratie cantonale		
Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :

Position du Conseil d'État

Même si la proposition semble louable, l'ampleur du postulat interroge, dès lors qu'il s'agit de toucher toutes les catégories de la population et d'impliquer tant des acteurs culturels, politiques et institutionnels qu'associatifs. L'organisation d'une telle manifestation générera des charges supplémentaires conséquentes, dont il n'est pas tenu compte à ce stade. Les ressources actuelles ne sont pas suffisantes. Par ailleurs, la recevabilité de ce postulat n'est pas donnée, dès lors que la demande dépasse le cadre d'une simple étude (art. 235 OGC).